



المركز التونسي للإقتصاد
Observatoire Tunisien de l'Economie

Policy brief | n°15

L'annexe 7 de la loi des finances 2024 révèle les dessous de l'évolution alarmante de l'endettement Tunisien

Observatoire Tunisien de l'Economie

16/01/2025

Sommaire

Résumé

Introduction

I. Evolution de la Dette

A. En 13 ans, l'encours de la dette publique a quintuplé

B. Financement du budget de l'État : entre dépendance accrue à l'emprunt intérieur et difficultés de mobilisation de ressources extérieures

II. Service de la Dette : un fardeau qui asphyxie le développement et le progrès social

III. Structure de la Dette

A. Une dette extérieure dominée par les institutions financières internationales et leurs lots de conditionnalités au financement

a. La Dette extérieure selon les types de créanciers

b. L'euro, monnaie dominante dans le portefeuille de la dette extérieure

B. Dette intérieure : compter sur le marché intérieur

IV. Une augmentation inquiétant de la dette alimentée par différents facteurs

A. L'explosion de la dette tunisienne résultat de la dévaluation du dinar

Bibliographie

Autrice : Ameni Ben Sik Ali

Analyste

ameni.bensikali@economie-tunisie.org

Révision principale: Noura Laajimi

Senior Research Officer

noura.lajimi@economie-tunisie.org

Conception graphique: Cyrine Zoghlemi

Designer Graphique

cyrine.zoghlemi@economie-tunisie.org



Résumé

Ce papier explore la situation de l'endettement public tunisien à la lumière des données de l'annexe 7 de loi de finances 2024. Il dresse un état des lieux de l'évolution de la dette de sa composition (extérieure et intérieure) et de structure (créanciers, devises). L'analyse met en évidence l'ampleur du problème de l'endettement, ses causes multiples (déficits budgétaires, taux de change) et ses conséquences sur le développement et la stabilité financière du pays. En s'appuyant sur une analyse des données, ce papier propose des recommandations pour maîtriser cette situation dans un cadre respectant les exigences démocratiques de transparence.

Introduction

¹ Moyenne des trois premiers trimestres

Dans les sphères économiques en Tunisie, bien des experts sonnent l'alarme concernant l'effondrement de l'économie, la crise de la dette et le risque de défaut de paiement. Les signes annonciateurs de turbulence se profilent à l'horizon. Certes avec une dette en constante augmentation et atteignant des niveaux alarmants, le pays se trouve dans une situation préoccupante. Les indicateurs laissent peu de place à l'optimisme : culminant à 79.8% du PIB en 2022 l'endettement public atteint un niveau record, et est resté quasiment stable en 2024 à ce même niveau. Par ailleurs la croissance économique se situe en dessous des 2%, et le taux d'inflation reste élevé malgré une tendance à la baisse avec un taux de 9,3% en 2023 et de 7,2% pour 2024¹.

D'un autre côté, au niveau politique et stratégique, on note l'absence de transparence sur les moyens mis en œuvre par le pays pour face à cette crise et sur les répercussions de ces chiffres économiques sur le plan politique, social, le vécu des Tunisiens, la souveraineté de l'Etat et le développement du pays.

Pour appréhender pleinement cette situation, il est crucial de revenir aux données fondamentales et de répondre à une série de questions clés sur l'endettement du pays : Pourquoi l'État s'est-il endetté ? Avec quels partenaires l'État a-t-il contracté ses dettes ? Quelle est la nature de cette dette ? Quel est le montant total à rembourser ? Comment doit s'effectuer la gestion de cette dette importante ? L'État dispose-t-il des capacités nécessaires pour honorer ses obligations financières ? Quels sont les leviers que peut mobiliser l'Etat et les mesures à suivre afin de gérer et dépasser cette crise de la dette qui pèse sur les citoyens comme une épée de Damoclès et qui accable les finances, le développement et les droits humains ?

Dans ce contexte, une lecture du rapport sur la dette publique, annexé à la loi des finances de 2024 (actuellement l'annexe 7), revêt une importance particulière pour évaluer la performance économique du gouvernement dans la gestion de la dette et anticiper les défis futurs. D'ailleurs, il apparaît que le processus de préparation et de communication au Parlement, ainsi que les phases d'examen et de publication de ce document manque de clarté et de transparence.

Notre démarche d'analyse repose principalement sur les données contenues dans ce rapport, et couvre la période de 2019 au premier semestre 2023. Dans certains cas, nous nous sommes efforcés de compléter l'analyse en croisant les données du rapport avec d'autres sources, telles que la loi de finances 2024, la loi rectificative de 2023, les indicateurs économiques publiés par le ministère des finances et les derniers résultats de l'exécution budgétaire de l'année 2024. Nous nous concentrerons uniquement dans ce papier sur la dette de l'État et nous n'abordons pas les dettes des entreprises publiques et les dettes garanties.

I. Evolution de la Dette

La dette publique est une obligation légale de la part d'un gouvernement à rendre les intérêts et/ou les paiements d'amortissement aux détenteurs de titres de créance dette.

La dette publique concerne la dette de l'Etat, la dette des entreprises publiques et les dettes garanties.

Elle se répartit en deux grands volets : La dette publique intérieure et la dette publique extérieure.

La dette publique extérieure est l'ensemble des dettes du Gouvernement central (l'État) vis-à-vis des non-résidents.

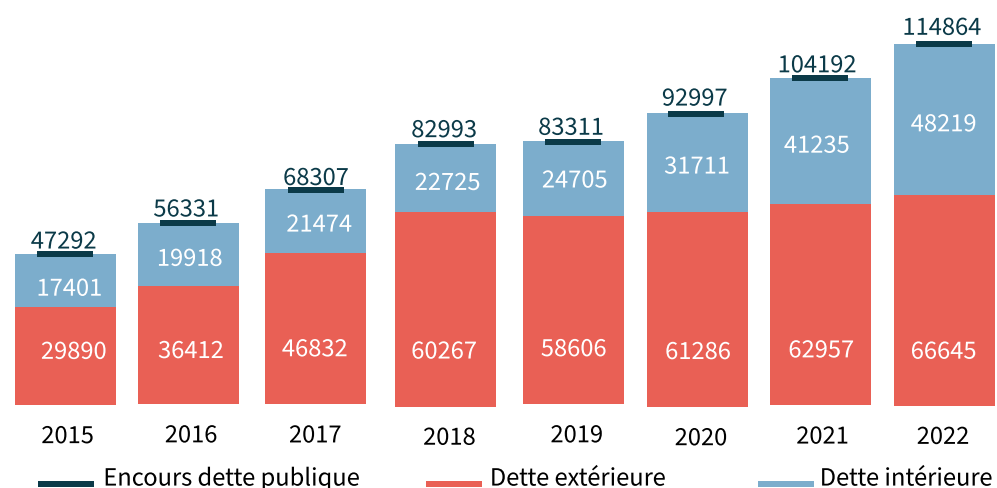
La dette publique intérieure, elle est l'ensemble des dettes du Gouvernement central (l'État) vis-à-vis des résidents, c'est à dire des personnes morales ou physiques rattachées économiquement au territoire de l'Etat.

En 13 ans, l'encours de la dette publique a quintuplé

Selon l'annexe 7, les résultats de l'exécution du budget de 2022 indiquent que l'encours de la dette publique s'élève à 114 864.8 millions de dinars, soit \$36 880 millions de dollars².

Les chiffres disponibles sur le site de ministère de finances pour l'année 2023 indiquent que l'encours de la dette publique continue de progresser en valeur et atteint 126 501 millions de dinars, représentant 79.8.% du PIB³. Cette valeur a en effet été multiplié par cinq (5) entre 2010 et 2023. Elle serait estimée à 139 976 MD selon la loi de finance de 2024⁴.

Figure 1: Encours de la dette publique de 2015-2022 (en Millions de dinars)



Source : Annexe 7 ministère des Finances

Si l'on observe l'encours de la dette en pourcentage du PIB, nous observons un quasi doublement de ce ratio en 13 ans passant de 38,8% en 2010 à 79,8% en 2023, ce taux a suivi une tendance haussière depuis 2010 et s'est stabilisé seulement sur les dernières années malgré une croissance en berne.

Les facteurs ayant guidé cette évolution seront détaillés un peu plus loin dans notre analyse. Il est d'abord important de décortiquer les

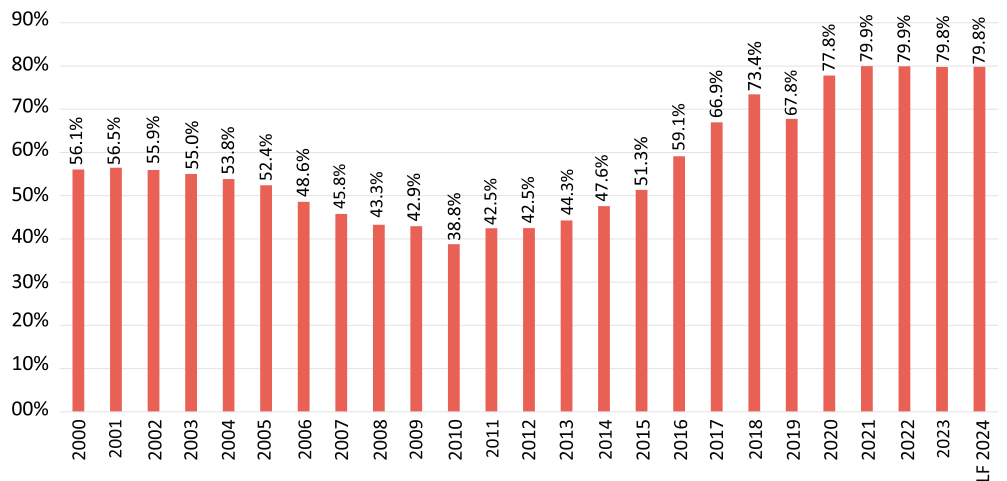
² Ministère des Finances. (2024, janvier). Annexe 7 : Loi des finances 2024 - Le rapport sur la Dette Publique année 2022. Page 8.

³ [Réparation des dépenses financières | Les indicateurs économiques.](#)

⁴ ibidem

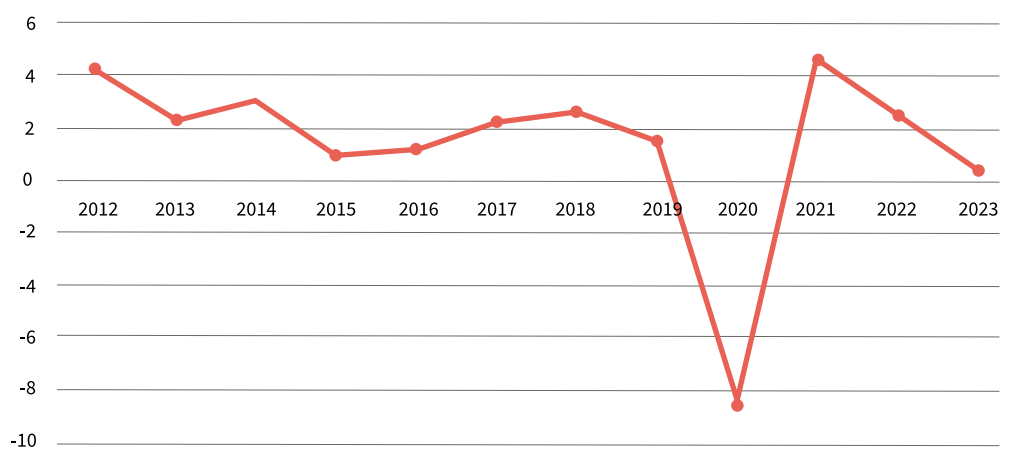
caractéristiques de cette dette qui a pris une tournure dramatique depuis la révolution et qui représente aujourd’hui un fardeau de plus en plus pesant pour les Tunisiens.

Figure 2: Evolution de l’encours de la dette publique en % du PIB



Source : ministère des Finances⁵

Figure 3: Evolution de la Croissance du PIB



source : banque mondiale

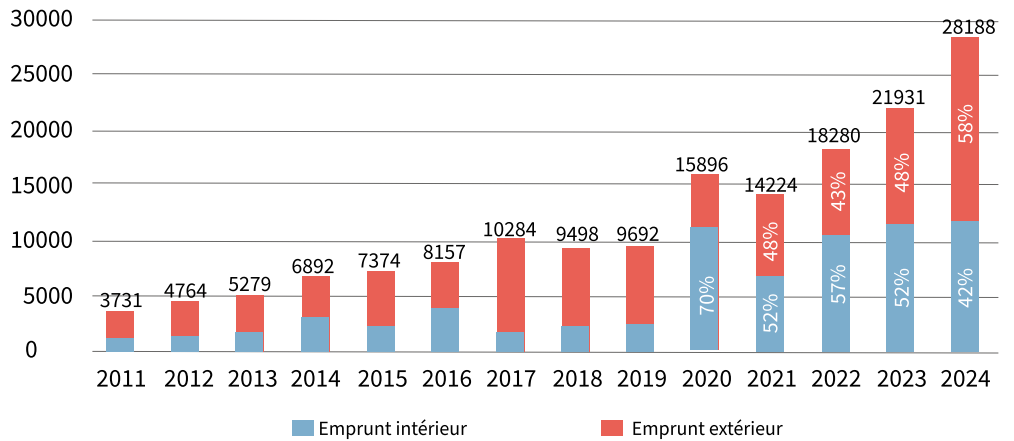
Financement du budget de l’État : entre dépendance accrue à l’emprunt intérieur et difficultés de mobilisation de ressources extérieures

En 2024, le financement du budget de l’État pour 2024 fixé à 77 868 MD, repose sur une combinaison de ressources propres de 49160 MD et d’emprunts 28 188 MD.

On constate une évolution significative du montant annuel des ressources d’emprunt allouées au financement du budget de 2011 à 2024. En effet, elles sont passées de 3 731 millions de dinars en 2011 à 18 280 millions de dinars en 2022, soit un pourcentage d’évolution de 450%.

⁵ [Réparation des dépenses financières | Les indicateurs économiques. \(s. d.\).](#)

Figure 4: Evolution des ressources d'emprunt pour le financement du budget



Source : ministère des Finances

La figure n°4 nous montre que la structure de la dette publique allouée au financement du budget est dominée par l'endettement extérieur qui accapare en moyenne 60% (entre 2011 et 2023).

Le recours à la dette intérieure s'est amplifié depuis 2020 suite à la hausse des besoins de financement du budget de l'État et en raison du durcissement des conditions du financement extérieur à la suite de la détérioration de la note souveraine et la résistance de la Tunisie à l'application des conditionnalités ou à la contractation d'autres prêts au près du Fonds Monétaire International.

Les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'État à la fin décembre 2023 montre un décalage important entre les ressources extérieures d'emprunt telles que prévues par le budget de 2023 et les ressources réellement mobilisées. L'État n'a réussi à mobiliser qu'un tiers (1/3) des ressources extérieures prévues dans le budget initial⁶. Pour combler l'écart, le gouvernement a augmenté la mobilisation des crédits intérieurs de 11 368,8 à 13 245 millions de dinars soit 2 000 millions de dinars de plus.

D'après les projections budgétaires de la loi des finances 2024, les ressources provenant des emprunts s'élèveraient à 28 188 millions de dinars, mais les difficultés de mobilisations de fond étrangers continuent de se poursuivre encore en 2024⁷.

La répartition des ressources d'emprunt connaît un nouveau revirement ces dernières années avec une distribution de 41,7 % provenant de ressources intérieures et 58,3 % de ressources extérieures. Ce virage stratégique s'éloigne de la tendance observée entre 2020 et 2022, qui favorisait davantage l'endettement sur le marché intérieur pour répondre aux besoins de financement. Ce changement pourrait être motivé par deux objectifs principaux : éviter d'impacter excessivement la liquidité du marché monétaire intérieur et prévenir une nouvelle crise de pénurie de réserves de change.

Cependant, on observe que les sources de financement proposées dans la loi de finances 2024 ne couvrent que 29 % des besoins totaux en financement. Plus de 70 % de ces besoins restent classés sous la catégorie des «Autres prêts», sans indication claire de leur origine ni des conditions qui y seront associées⁸. Ceci laisse présager des risques importants sur la mobilisation nécessaire des ressources pour le financement du budget.

⁶ [Ministère des Finances. \(2024\). Résultats provisoires de l'exécution du Budget à fin décembre 2023](#)

⁷ [Aounallah, G. \(2024, 6 septembre\). واختلال جهائي متواصل. للدولة: تقديرات تمويل خارجي لم تتحقق تحديات الموازنة العامة \[Défis du budget public : Évaluations du financement externe non réalisées et déséquilibres fiscaux persistants\]. Dataviz. Observatoire Tunisien de l'Économie.](#)

⁸ [Fdhila, S. \(2024, 31 janvier\). Loi de finances 2024 : Du discours aux réalités des politiques. Observatoire tunisien de l'économie. Page 12.](#)

⁹ [Ministère des Finances. \(2024, Mai\). Résultats Provisoires de l'Exécution du Budget de l'État à fin Mars 2024.](#)

¹⁰ [Ministère des Finances. \(2024, Aout\). Résultats Provisoires de l'Exécution du Budget de l'État à fin Juin 2024.](#)

¹¹ [Ben Rouine, C. \(2023, 17 février\). Sortir du FMI, partie 1 : diversifier, Observatoire tunisien de l'économie, \[Alternatives no. 1\].](#)

¹² [UNCTAD. \(2000, Juillet\). GLOSSAIRE de la dette et du SYGADE \(UNCTAD/GID/DMFAS/Misc.3/Rev.3\).](#)

¹³ [Boussida, S., & Mensi, W. \(2024, Mars\). Soutenabilité de la dette publique en Tunisie. ITCEQ.](#)

Selon les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'État à fin mars 2024, autrement dit à l'issue du premier trimestre de l'année, plus de 60 % des ressources d'emprunt intérieur programmés en 2024 ont été mobilisées contre seulement 2,5 % des ressources d'emprunt extérieur⁹.

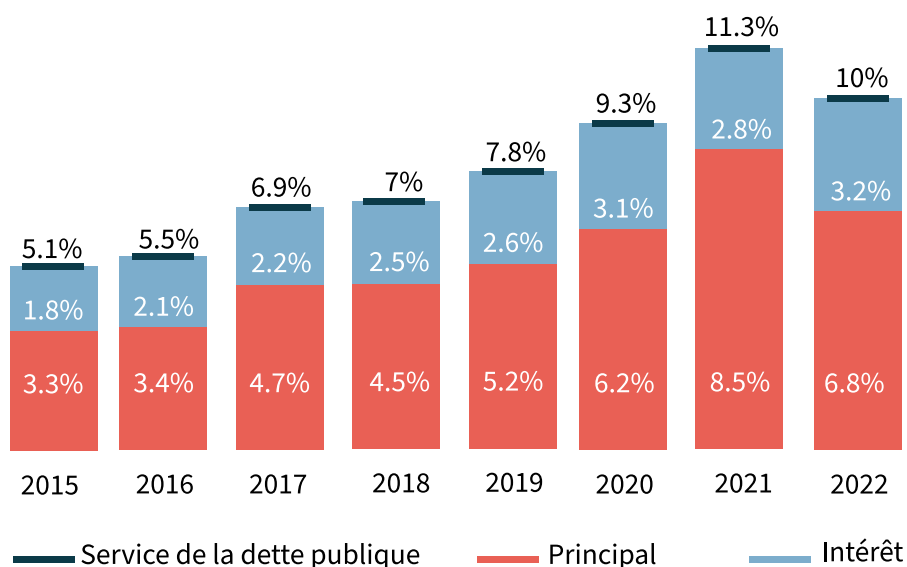
A fin novembre 2024, seulement 17% des ressources prévues au titre des emprunts extérieurs avaient été mobilisées¹⁰.

Actuellement, aucune stratégie n'est en place pour mobiliser les ressources à court terme ni pour réduire le taux d'endettement à long terme. Le gouvernement semble réticent à recourir aux prêteurs traditionnels, ce qui limite les fonds disponibles, car leur accord est conditionné par l'application de programmes d'ajustement. Par ailleurs, le gouvernement ne montre aucune volonté pour diversifier ses sources de devises étrangères, afin de défier le « cartel de Deauville » qui abuse de sa position dominante pour contrôler l'accès du pays aux liquidités¹¹.

II. Service de la Dette: un fardeau qui asphyxie le développement et le progrès social

Le service de la dette est "l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement sur une année donnée"¹².

Figure 5: Service de la dette publique en pourcentage du PIB entre 2015 et 2020



Source : Annexe 7 de la loi de finance 2024

Entre 2010 et 2023, la part du principal dans le service de la dette publique a représenté 68% mais il a connu des fluctuations significatives au cours des dernières années, ce qui témoigne des défis financiers auxquels le pays est confronté. Entre 2019 et 2022, le principal de la dette publique a augmenté de manière alarmante d'environ 53 %.

Cette tendance à la hausse a été observée de manière constante au cours de la période 2016-2021, principalement en raison des remboursements réguliers des prêts contractés sur les marchés financiers internationaux, ainsi que des multiples échéances de remboursement des prêts du Fonds Monétaire International¹³.

Les intérêts de la dette publique intérieure ont augmenté de (+34,8%) entre 2021 et 2022, principalement due à l'augmentation du taux d'intérêt central et du taux d'épargne, en plus de l'augmentation du volume de la dette intérieure. De même, les intérêts de la dette publique extérieure ont augmenté (+13,6%) sur la même période, dûs principalement à l'augmentation des taux d'intérêt sur les marchés financiers.

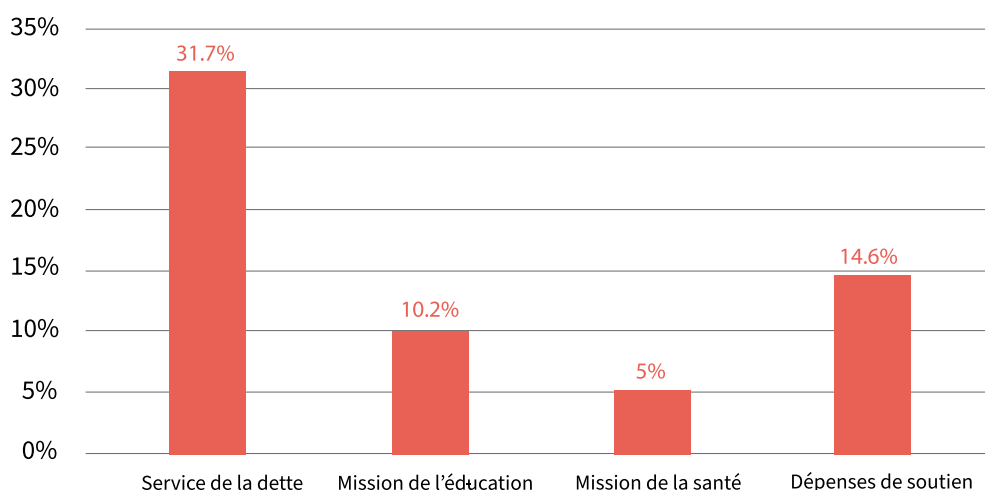
Le service de la dette publique, tel que rapporté dans l'annexe 7 sur la dette publique, a subi une augmentation significative, passant de 5,1 % du PIB en 2015 à 10 % en 2022.

Selon les projections de la loi de finances pour l'année 2024, ce pourcentage devrait encore augmenter pour atteindre 14,08 % du PIB, soit une augmentation de 18,7 % par rapport à l'année précédente 2023, plaçant ainsi le service de la dette à des niveaux jamais atteints auparavant¹⁴.

Le service de la dette en valeur a été multiplié par 6 entre 2010 et 2023 passant de 3 616 à 20 734 millions de dinars¹⁵. L'augmentation la plus notable a été observée entre 2022 et 2023 : 44% d'augmentation alors que le service de la dette en pourcentage du PIB s'était réduit de 2 points entre 2021 et 2022.

Le paiement du service de la dette a occupé une place préminente dans les considérations de l'Etat qui fait en sorte de respecter ses engagements et ce, au détriment d'autres dépenses de l'Etat. Il est remarquable que le service de la dette ait autant constitué un fardeau sur le budget de l'Etat, et notamment sur les dépenses sociales. Ainsi en 2024, si l'on compare les différentes dépenses de l'Etat, nous observons que le service de la dette dépasse les dépenses allouées à des secteurs clés tels que la santé (le service de la dette est 6 fois plus élevé), que l'éducation (3 fois plus élevé) ou que les dépenses de subventions prévues au budget de 2024 (deux fois plus élevé)¹⁶.

Figure 6: Part de quelques dépenses du budget de l'État de 2024 en %



Le poids grandissant de cette dette est le résultat d'une politique d'emprunt visant à combler un déficit budgétaire (mais pas que) qui continue à s'aggraver, autrement dit le résultat d'un cercle vicieux qui semble insurmontable. L'orientation vers des solutions de financement du budget alternatives rompant avec l'endettement en constante hausse est indispensable afin d'arrêter la pression sur les dépenses sociales et d'investissement.

¹⁴ Fdhila, S. (2024, 31 janvier). [Loi de finances 2024 : Du discours aux réalités des politiques.](#) Observatoire tunisien de l'économie. Page 12.

¹⁵ Réparation des dépenses financières | Les indicateurs économiques. (s. d.).

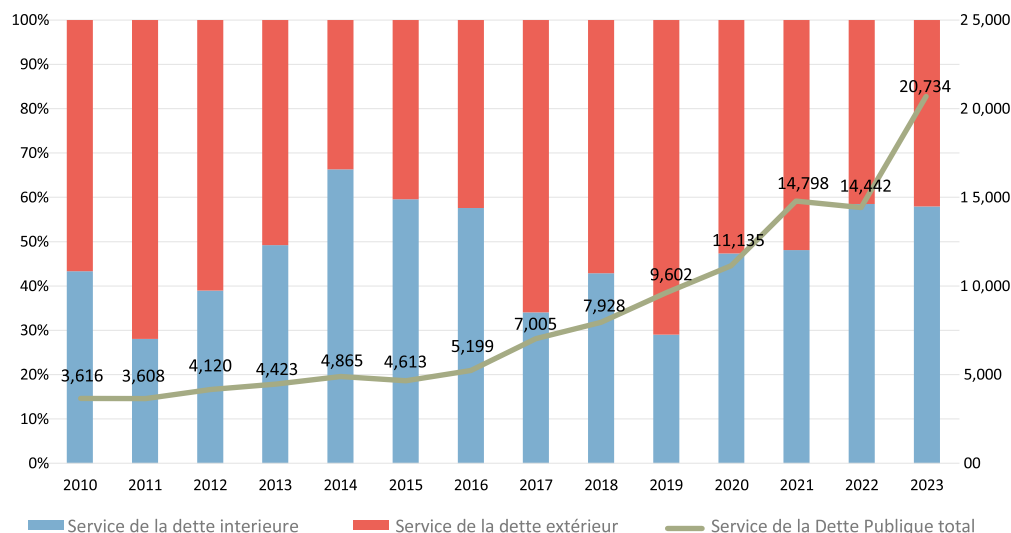
¹⁶ Fdhila, S. (2024, 31 Janvier). [Loi de finances 2024 : Du discours aux réalités des politiques.](#) Observatoire tunisien de l'économie. Page 12.

¹⁷ [Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement. \(2020\). Rapport sur la dette publique : Annexe 7 à la loi des finances 2020 \(p. 26\).](#)

La répartition du service de la dette, a été plus au moins équilibrée entre 2010 et 2023 puisque la dette intérieure a représenté en moyenne sur cette période 47% et 53% pour la dette extérieure.

Cette répartition n'a pas été linéaire dans le temps et on peut remarquer des années où le service de la dette extérieure a été très important notamment durant la période 2017-2019. Le remboursement des emprunts obligatoires sur le marché financier (500 millions de dollars) ainsi que celui des emprunts contractés auprès du FMI, ont contribué à cette dynamique¹⁷.

Figure 7: Service de la dette (Millions de dinars) et répartition en %



Selon les données de la BCT d'avril 2024¹⁸, une augmentation spectaculaire du service de la dette extérieure de 160 % a été observée, passant de 1,7 milliard de dinars à la fin de février 2023 à 4,6 milliards de dinars à la fin de février 2024¹⁹. Face à ces tendances, une loi exceptionnelle a été promulguée pour financer le service de la dette via un prêt de la Banque centrale tunisienne²⁰.

Un autre indicateur permettant la caractérisation du poids du service de la dette et son évolution serait le ratio du service de la dette rapporté aux exportations de biens et de services. Ainsi, le service de la dette (particulièrement extérieure) est libellé généralement en devises qui proviennent essentiellement des recettes d'exportation, de transfert de fond des citoyens du pays à l'étranger ou de la contraction de nouveaux emprunts à taux plus élevés. Plus le fardeau du service de la dette se creuse, plus il est nécessaire de puiser dans les recettes d'exportations qui se résument en Tunisie essentiellement aux recettes issues du tourisme et de l'agriculture. Cependant, les recettes d'exportation ne servent pas seulement au paiement de la dette, elles permettent, également, l'importation des matières premières ou semi transformées indispensables à la consommation intérieure des ménages et des entreprises (pour leur production).

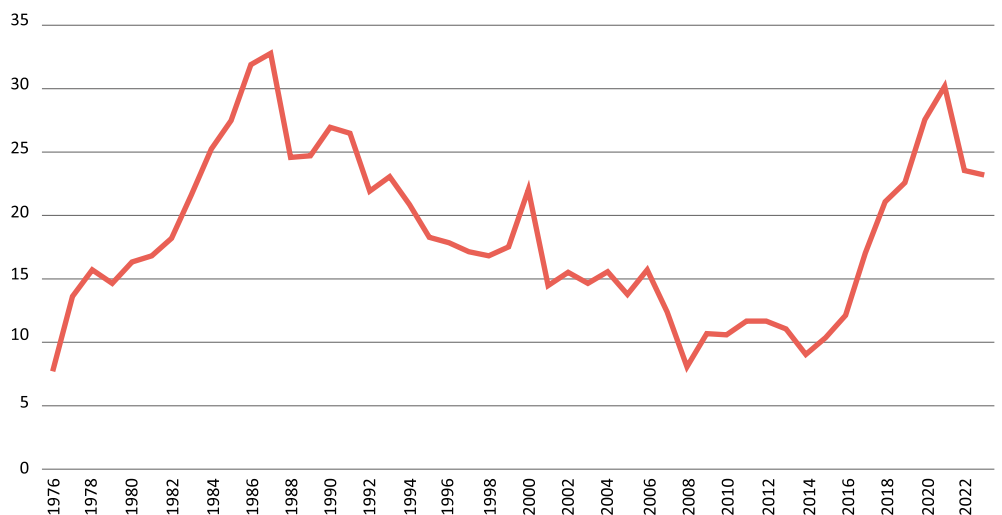
¹⁸ [Données monétaires et financières, publiées vendredi 19 avril 2024, par la Banque Centrale de Tunisie](#)

¹⁹ [Statistique - BCT. \(s. d.\).](#)

²⁰ [Observatoire tunisien de l'économie. \(2024, 06 février\). Communiqué à propos du projet de loi autorisant à la Banque Centrale de Tunisie à accorder des facilités au profit du Trésor Public.](#)

²¹ [World Bank. \(s. d.-b\). Service de la dette totale \(%\)](#)

Figure 8: Service de la dette totale en % des exportations de biens, de services et de revenus en Tunisie



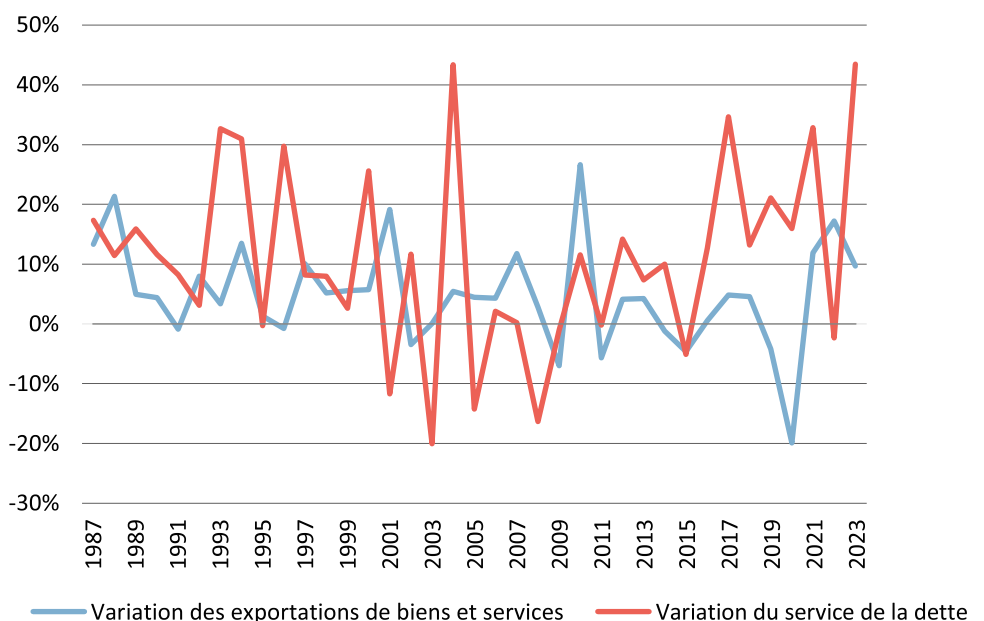
[des exportations de biens, de services et de revenus](#).
[World Bank Open Data](#)

Source Banque Mondiale 2024²¹

Nous observons, selon le graphique 8, l'explosion du service de la dette avec l'accélération de la croissance du rapport du service de la dette et des exportations depuis 2014 d'une façon alarmante dépassant les 20% en 2022. Ce ratio a progressé de +70% entre 2010 et 2022. Cela traduit un besoin et un recours de plus en plus important aux recettes d'exportations aux dépens de leur utilisation pour toutes les autres dépenses critiques et nécessaires à la création de valeur par le tissu industriel et les besoins de consommation internes.

Ainsi, le rythme de croissance du service de la dette a été beaucoup plus élevé que celui des exportations sur les dernières années. En 2023, le rythme de croissance du service de la dette a même représenté 4 fois les revenus d'exportation en 2023 et globalement entre 2011 et 2023, le taux de variation annuelle (année N/année N-1) du service de la dette a été largement au-dessus de celui des exportations contrairement à la période précédente comme le montre le graphique 9.

Figure 9: Évolution de la variation annuelle des exportations des biens et services et du service de la dette



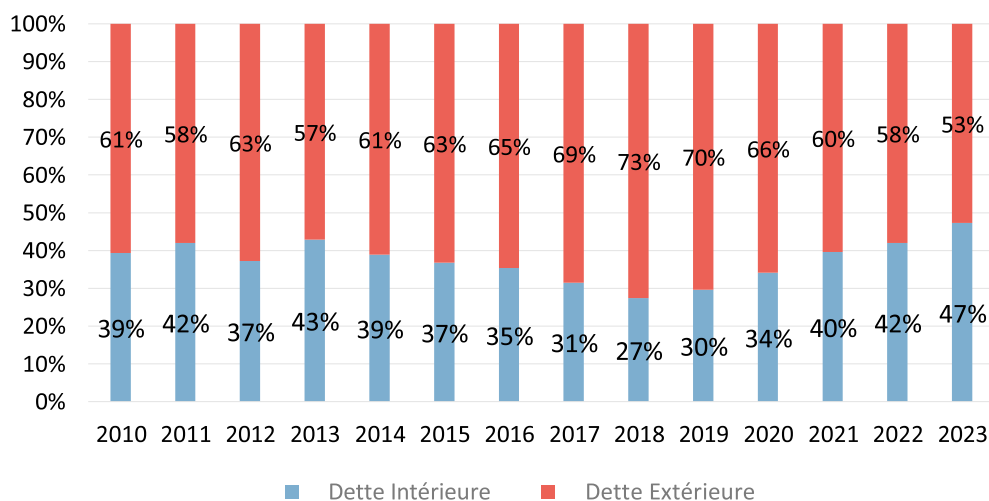
²² World Bank. Exportations de biens et de services (unités de devises locales constantes) - Tunisia. World Bank Open Data.

Source Banque mondiale²² et ministère des Finances

III. Structure de la Dette

En générale, on peut observer une prédominance de la dette extérieure au sein de la dette publique. Celle-ci a commencé à se réduire sur les dernières années avec le recours de l'État à l'endettement intérieure.

Figure 10: Structure de la dette publique entre 2010 et 2023



Source: ministère des Finances (2010-2014 et 2023) et Annexe 7 de la loi de finance 2024 (2015-2022)

Une dette extérieure dominée par les institutions financières internationales et leurs lots de conditionnalités au financement

La Dette extérieure selon les types de créanciers

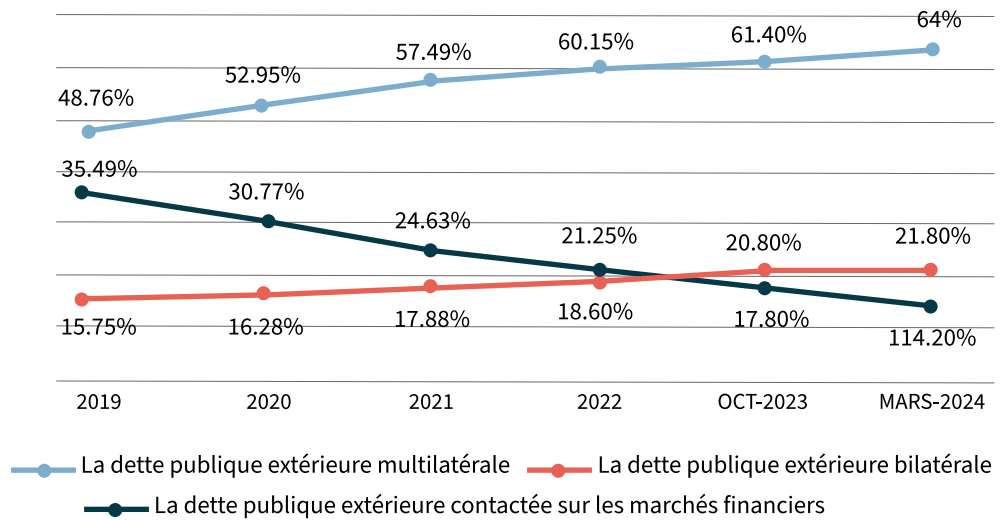
La dette extérieure peut être répartie en trois principales sources de financement :

La dette multilatérale contractée auprès des bailleurs multilatéraux (BIRD, BAD, BEI...).

La dette bilatérale contractée dans le cadre de la coopération bilatérale auprès des États étrangers, des institutions financières gouvernementales (JBIC, AFD, ICO...), des fonds gouvernementaux (FKDES, Fonds Abou Dhabi...) et des banques étrangères (crédit financier, crédit acheteur...).

Les prêts du Marché Financier International sous forme d'émissions obligataires émis sur les marchés internationaux (de l'EURO, USD ...) et les marchés domestiques (yankee, samurai...) et les prêts syndiqués contractés auprès de pool de banques.

Figure 11: Évolution de la structure de la dette extérieure par type de créanciers



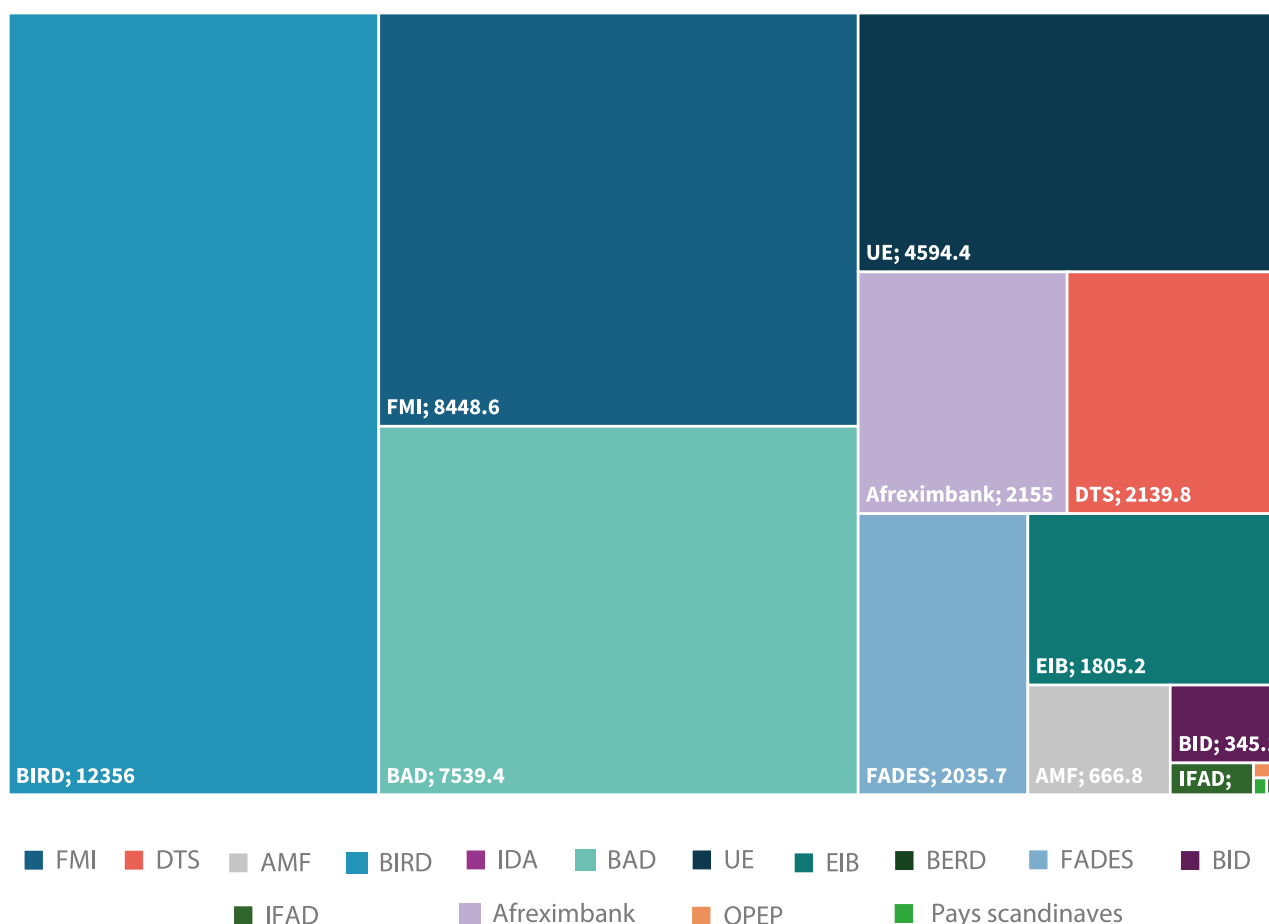
Source : Annexe 7 de la loi de finance 2024 et Rapport d'exécution budgétaire, Mars 2024

La Dette extérieure multilatérale

La dette publique extérieure multilatérale désigne les emprunts contractés auprès d'organisations internationales et d'institutions financières multilatérales, ainsi que des regroupements, associations ou unions de pays. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne en sont des exemples. Ces entités sont composées de membres de la communauté internationale qui contribuent aux fonds mobilisés pour encourager la croissance économique et la stabilité. Les créanciers multilatéraux opèrent sous des cadres politiques et juridiques spécifiques, fournissant des financements à des conditions concessionnelles ou non concessionnelles, assorties de conditions de réforme. En effet, ces institutions multilatérales accordent des prêts sous réserve de conditionnalités qualifiées de réformes²³.

²³ [Facilité africaine de soutien juridique. "Comprendre la dette souveraine : Alternatives et opportunités pour l'Afrique".](#)

Figure 12: Dette publique extérieure multilatérale par créanciers en 2022



Source : Annexe 7 de la loi de finance 2024

En 2022, ce type de prêts a représenté 60% du total de la dette extérieure et un montant de 40087,8 MD. En tête des bailleurs de l'État tunisien figurait, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD-membre du groupement de la Banque Mondiale), suivie du FMI et de la Banque Africaine de Développement (BAD). L'Union Européenne (UE) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sont également d'importants créanciers.

La Dette extérieure bilatérale

La dette bilatérale couvre les dettes que l'État Tunisien a contracté dans le cadre de la coopération bilatérale avec des États étrangers, des Institutions Financières gouvernementales (JBIC, AFD, ICO...), des fonds gouvernementaux (FKDES, Fonds Abou Dhabi...) et des banques étrangères (crédit financier, crédit acheteur...)²⁴.

Selon l'annexe 7 de la loi des finances 2024, ce type de prêt a totalisé un montant de 12394,2 Millions de Dinars en 2022 et a représenté 18.6% de la dette publique extérieure. Les cinq premiers créanciers bilatéraux sont respectivement l'Allemagne, la France, l'Algérie, l'Arabie Saoudite et l'Italie.

²⁴ [Présentation | Ministère des Finances. \(2024, 6 mars\).](#)

²⁵ Julien-Laferrière, O. (2017, 31 Janvier) 'Coopérations et diplomaties économiques concurrentes : le rôle de l'Allemagne dans la nouvelle politique énergétique de la Tunisie'. Analytical note. Tunisian Observatory of Economy.

²⁶ Viguerie, O. (2024, 24 Avril). La dette ELMED: une dépendance énergétique et financière renouvelable?. Econews. Observatoire Tunisien de l'économie.

²⁷ Delpuch, A. (2022, 20 décembre). A qui profite la stratégie tunisienne pour l'hydrogène vert ? Arab Reform Initiative

²⁸ Ben Rouine, C., & Roche, F. (2022, 31 mars). L'énergie renouvelable en Tunisie : Une transition injuste. Transnational Institute.

²⁹ Investissements Stratégiques : Le groupe AFD réaffirme son engagement au service des ambitions de la Tunisie. (2024, Juin). La France En Tunisie.

³⁰ Galtier, M. (2020, 5 février). Tunisie : les 150 millions de dollars de l'Algérie, un signal fort pour les marchés internationaux. JeuneAfrique.com.

³¹ Point de vue / Initiative financière algérienne pour venir en aide à la Tunisie. (2023, Mars). El Watan.

L'Allemagne : 2713,2 (21,87% de la dette publique extérieure bilatérale (DPEB))

1. La France : 2661,4 (21,47% de la DPEB) L'Algérie : 2028,7 (16,37% de la DPEB)
2. L'Arabie saoudite : 1555 (12,55% de la DPEB)
3. L'Italie : 1200,9 (9,68% de la DPEB)
4. L'Allemagne et la France sont respectivement les deux premiers créanciers de la Tunisie.

Les prêts de l'Allemagne ont été accordés par l'intermédiaire de la KfW Development Bank qui est une banque appartenant à l'État allemand et la GIZ qui est l'agence allemande de coopération internationale pour le développement. Ces acteurs très influents en Tunisie travaillent directement sous la direction du gouvernement fédéral allemand. Ils offrent un financement au titre de l'Aide Publique au Développement (APD) et ont, pour la plupart des prêts, ciblé des projets du secteur énergétique. L'Allemagne, reconnue pour son leadership dans la transition énergétique, se positionne en tant que champion des bailleurs de fonds dans le domaine des énergies renouvelables en Tunisie ²⁵. Cependant, il faut préciser que ces prêts servent principalement les intérêts de l'Allemagne plutôt que ceux de la Tunisie, notamment en favorisant des modèles d'exportation d'énergie renouvelable (Projet ELMED²⁶ et Hydrogène vert²⁷) vers l'Europe plutôt que de répondre aux besoins énergétiques nationaux ou aux défis du changement climatique qui affecte de plus en plus le pays²⁸.

L'AFD (agence française de développement), institution financière publique qui travaille directement sous la direction du gouvernement français, est également un bailleur de fonds actif dans le secteur des énergies renouvelables ainsi que dans des secteurs stratégiques tels que l'eau et l'assainissement, ainsi que le soutien aux PME²⁹.

Quant à l'Algérie, elle figure également parmi les premiers créanciers de la Tunisie ces dernières années. En 2019, le pourcentage de la dette publique bilatérale était de 6,71%, représentant 1,06% de la dette extérieure totale. Cette proportion a diminué en 2020, chutant à 5,56% mais à partir de 2021, une augmentation significative est observée, avec une dette publique bilatérale représentant 12,34% en 2021 et atteignant 16,37% en 2022. Ces chiffres illustrent clairement une tendance à la hausse dans les emprunts bilatéraux de la Tunisie auprès de l'Algérie. Le voisin algérien offre des prêts à des conditions avantageuses, ces prêts consistant en des dépôts d'une maturité de dix ans à 0% d'intérêt³⁰. Cette générosité, selon le journal quotidien Al Watan³¹, témoigne du soutien politique de l'Algérie envers la Tunisie et pallie "le chantage inique des institutions financières internationales, qui ont arrêté les négociations avec ce pays pour des raisons fondamentalement politiques" ³².

En 2023, l'Algérie a fourni à la Tunisie une aide au budget de 300 millions de dollars. Selon des observateurs, "l'Algérie pourrait doubler son budget d'aide pour 2024 ou fournir un soutien financier officiel encore plus important, tout en accordant des facilités de paiement du gaz, ce qui réduirait considérablement les dépenses de l'État tunisien"³³.

³² [Trabelsi, M. \(2023, Juin\). En-Clair | Sans le FMI, quelles alternatives viables pour la Tunisie ? Inkyfada.](#)

³³ [Tunisie : éviter le défaut de paiement et préserver la paix | Crisis Group. \(2024, 10 janvier\).](#)

³⁴ [Institut National de la Statistique, Commerce Extérieur aux prix courants, Décembre 2023 | INS.](#)

Si cette solidarité algérienne est indéniable, elle s'inscrit également dans un contexte de dépendance croissante de la Tunisie vis-à-vis de son voisin. En témoigne l'évolution des échanges commerciaux, multipliés par 2,5 entre 2021 et 2023 pour atteindre 5 607,5 millions de dinars. Ce dynamisme est toutefois déséquilibré, avec un déficit commercial tunisien de (-4376,7 MD) accentué par une hausse significative des importations d'hydrocarbures (+10%)³⁴

La Dette extérieure contractée sur les marchés financiers

La dette publique extérieure contractée sur les marchés financiers se réfère aux emprunts émis par un gouvernement sur les marchés internationaux pour financer ses dépenses publiques. Ces emprunts ont l'avantage d'être dépourvus de conditionnalités politiques ou relatives à des réformes économiques, mais les taux d'intérêt sont généralement plus élevés et peuvent varier selon les notes accordées par les agences de notation ou selon l'évolution des taux d'intérêt directeur fixés par les banques centrales.

La dette publique extérieure contractée sur les marchés financiers peut être principalement de deux types : la dette garantie par un État tiers et la dette non garantie par un État tiers. Dans le premier cas, un État tiers garantit le remboursement de la dette en cas de défaut de paiement de l'emprunteur initial, offrant ainsi une sécurité supplémentaire aux investisseurs. En revanche, dans le cas de la dette non garantie par un État tiers, l'emprunteur initial n'a pas de garantie externe pour le remboursement de la dette. Par conséquent, si le gouvernement ne parvient pas à rembourser la dette, les investisseurs n'ont pas de recours, ce qui entraîne un risque plus important. Ce risque supplémentaire se traduit souvent par des taux d'intérêt plus élevés associés à ces obligations.

L'annexe 7 manque de transparence, puisqu'il ne détaille pas les montants de la dette contractée ni celui des emprunts souscrits dans chaque devise spécifique. Pour l'année 2022, l'Etat a emprunté 14 163,3 millions aux marchés financiers mondiaux dont 3 540,3 millions en dollars, 6 727,5 millions en euros et 3895,6 millions en yens japonais.

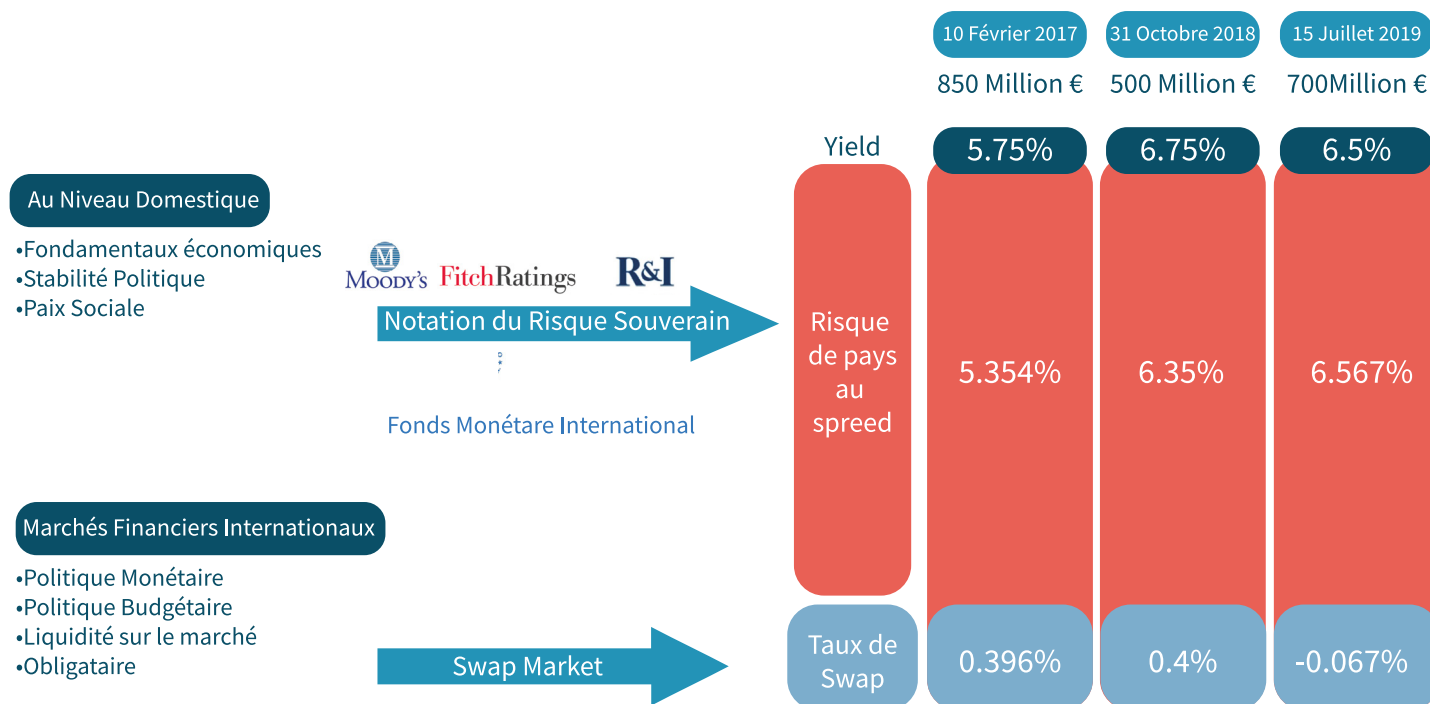
Ni le rapport (annexe 7 sur la dette publique) ni la loi des finances, ne spécifient la répartition entre la dette garantie par un État tiers et la dette non garantie. De plus, l'échéancier de paiement, ainsi que la structure, les montants et les échéances de la dette publique tunisienne sur le marché financier international, restent flous.

Au cours de la période 2019-2023, la Tunisie a contracté une dette publique extérieure sur les marchés financiers internationaux, représentant respectivement 35,5%, en 2019 et 20,6% en 2022 du total de la dette extérieure. On souligne la tendance à la baisse de la part de la dette publique extérieure contractée sur les marchés financiers internationaux par rapport au total de la dette publique extérieure pendant la période 2019-2023. Cette baisse est attribuée en grande partie à la dégradation de la note souveraine de la Tunisie par les agences de notation, qui a rendu l'accès aux marchés financiers internationaux plus coûteux et difficile³⁵, ainsi qu'au recours accru à la mobilisation d'emprunts internes pour limiter les risques liés à la dépendance excessive à l'égard des marchés financiers.

³⁵ [Benslimane, F. \(2023, mars\) *السيادي على البلدان النامية؟ أي تأثير لوكالات التقييم*](#)

[\[Quel est l'impact des agences de notation souveraine sur les pays en développement?\]. L'Observatoire Tunisien de l'Économie.](#)

Figure 13: Le mode de détermination du taux d'intérêt sur les marchés financiers



³⁶ [Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement. \(2021\). Rapport sur la dette publique, Annexe 7 Loi des Finances 2021 \[Dette Publique\]. GBO.](#)

³⁷ [Posca, J. \(2012\). Agences de notation : Au cœur des dérives de la finance. Institut de recherche et d'informations socio-économiques.](#)

³⁸ [CADTM Belgique, El Adlouni, O. \(2016, 21 juillet\). Les agences de notation, késako ? Sont-elles fiables et légitimes pour évaluer les entités publiques \(ou privées\) ? – CADTM.](#)

³⁹ [والثلاثون: الدين العمومي الخارجي \(2018\). لتقرير السنوي العام الواحد محكمة المحاسبات الجمهورية التونسية.](#)

[31e rapport annuel: La dette publique extérieure].

تونس.

Source : Rapport sur la dette publique 2020 ³⁶

D'ailleurs il faut noter que les agences de notation jouent un rôle important sur les marchés financiers, en fournissant aux investisseurs des informations sur la solvabilité des émetteurs et de leurs dettes. En particulier, les notations de crédit externes fournissent un langage commun aux investisseurs pour comparer le risque de crédit de différents instruments de dette, tels que les obligations ou les titres. Les agences de notation évaluent la probabilité que le gouvernement d'un pays rembourse sa dette³⁷. La notation a donc une incidence sur le coût des emprunts des gouvernements sur les marchés financiers internationaux. En principe, une note de crédit élevée signifie un taux d'intérêt plus bas (et vice versa).

Pour pouvoir emprunter à des taux raisonnables sur le marché, l'État doit se plier aux désirs des investisseurs et répondre aux critères des agence de notation. La dette publique devient ainsi un élément fondamental de la domination des marchés³⁸. Autre inconvénient de ce type de dette est le mode de remboursement de l'emprunt qui se fait en un seul versement³⁹.

Comparativement aux prêts bilatéraux et aux prêts multilatéraux destinés à soutenir le budget, les coûts d'emprunt sur les marchés financiers mondiaux sont jugés élevés.

Selon les données de mars 2022 de Tera Training (données non actualisées et partielles), la Tunisie devrait faire face à une série de remboursements sur les marchés financiers internationaux au moins jusqu'en 2027. Les années 2023 et 2024, sont marquées par des échéances considérables, avec des pics de remboursement pouvant dépasser les 6 milliards de dinars, dont une part importante en Euro, Dollar et Yen bonds⁴⁰.

⁴⁰ Hadidane, M. (2022, Mars). Tunisie : État des lieux détaillé de la dette tunisienne sur le marché financier national et international et ses échéanciers. Tustex.

⁴¹ Hadidane, M. (2022, Mars). Tunisie : État des lieux détaillé de la dette tunisienne sur le marché financier national et international et ses échéanciers. Tustex.

Figure 14: Échéancier de remboursement des titres de dettes publiques sur marchés financiers en millions de dinars

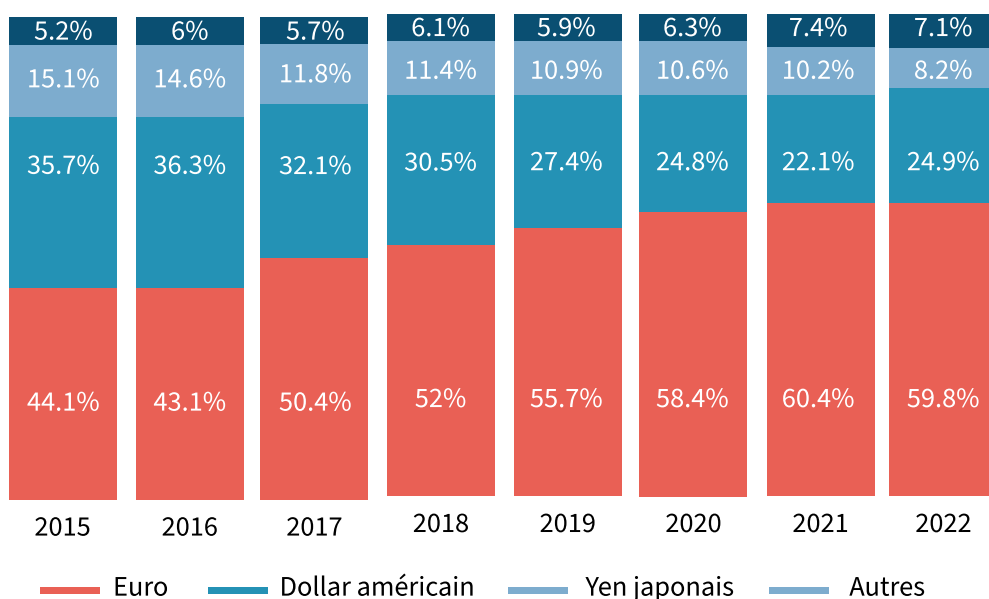
Année	Total par année	BTC	BTA	Emp Nat	Euro/Dollar/Yen Bonds	Emp Syndiqué	BCT	PP-Qatar_\$	PP-Japan_Y.P	Total par année Hors BTC
2022	8 140	3 683	1 706	24	619	666	703	740	0	4 457
2023	7 056	190	2 832	24	2 184	1 122	703	0	0	6 866
2024	6 413	0	1 012	24	4 009	666	703	0	0	6 413
2025	5 299	0	1 214	113	2 962	307	703	0	0	5 299
2026	5 671	0	1 622	1 509	2 282	258	0	0	0	5 671
2027	4 136	0	2 643	307	1 187	0	0	0	0	4 136
2028	2 850	0	2 548	302	0	0	0	0	0	2 850
2029	104	0	0	104	0	0	0	0	0	104
2030	1 552	0	1 172	9	371	0	0	0	0	1 552
2031	1 504	0	1 000	9	495	0	0	0	0	1 504
2032	964	0	955	9	0	0	0	0	0	964
2033	911	0	169	0	0	0	0	0	742	911
2022-2033	43 117	3 873	16 872	2 433	14 109	3 020	2 810	740	742	40 726

Source : Tera Training⁴¹

L'euro, monnaie dominante dans le portefeuille de la dette extérieure

La dette tunisienne extérieure est principalement libellée en Euro, Dollars américains, Yen japonais, en unité de tirages spéciaux (la monnaie du FMI), et enfin en Dinar koweïtien (monnaie utilisée par le FADES, basé à Koweït).

Figure 15: Evolution de la dette extérieure par monnaie 2019-2022



Source : Annexe 7 de la loi de finance 2024

Le portefeuille de la dette extérieure est dominé par l'Euro qui représente 59,8 % en 2022, contre 55,7 % en 2019. Selon la loi finance 2024 sa part devait légèrement diminuer à 56.4%. Les autres devises majeures qui complètent ce portefeuille sont aussi caractérisés par une stabilité dans leur composition de la dette extérieure.

Cette domination de l'euro s'explique par le fait que l'Union européenne représente un bailleur important et le premier partenaire commercial de la Tunisie, tout comme les pays qui composent l'Union. Demeurant la monnaie de réserve mondiale dominante depuis la Seconde Guerre mondiale, le dollar a aussi une présence significative dans le portefeuille de la dette extérieure tunisienne.

Lorsque les engagements de l'État sont exprimés en devises étrangères et que ses revenus sont en monnaie locale, une dévaluation de cette dernière entraîne une augmentation du coût de la dette en termes réels. Ce risque de change peut non seulement affecter la compétitivité extérieure mais aussi accroître le niveau de la dette publique, augmentant ainsi le risque de défaut de paiement et de crise de la dette souveraine⁴². De plus, pour honorer ses engagements en devises, l'État tunisien doit mobiliser ses réserves de change qui sont souvent fluctuantes en Tunisie, étant principalement alimentées par les revenus des exportations agricoles et du tourisme.

Dette intérieure : compter sur le marché intérieur

La dette intérieure peut être contractée de différentes manières, notamment à travers l'émission d'obligations telles que les Bons du Trésor assimilés (BTA) ou les Bons du Trésor à court terme (BTCT) d'une durée inférieure à 52 semaines. Elle peut également résulter d'emprunts contractés auprès des banques ou de souscriptions réalisées auprès des particuliers⁴³. Globalement, la dette publique intérieure englobe tous les engagements de l'État envers les résidents : elle comprend principalement les bons du Trésor, y compris l'emprunt national, ainsi que les dépôts à la Trésorerie Générale de Tunisie et d'autres dettes intérieures telles que la prise en charge des créances bancaires et une petite partie de la dette intérieure libellée en devises.

Selon les données fournies dans l'annexe 7, les résultats de l'exécution du budget de 2022 révèlent que la dette publique intérieure s'élevait à 10 502,6 millions de dinars. On remarque aussi que depuis 2021 la dette intérieure s'est caractérisée par l'importance des prêts bancaires en devises sur les dernières années.

L'endettement intérieur favorise le développement du marché intérieur et ne crée pas de risque de change puisque la dette intérieure est libellée généralement en dinars tunisien. Toutefois, ce type d'endettement a pour principaux inconvénients que son taux nominal est généralement plus élevé que certaines devises étrangères, que les échéances sont si courtes qu'elles accroissent le risque de refinancement. Et finalement que, la capacité d'absorption du marché domestique ne peut suffire aux besoins.

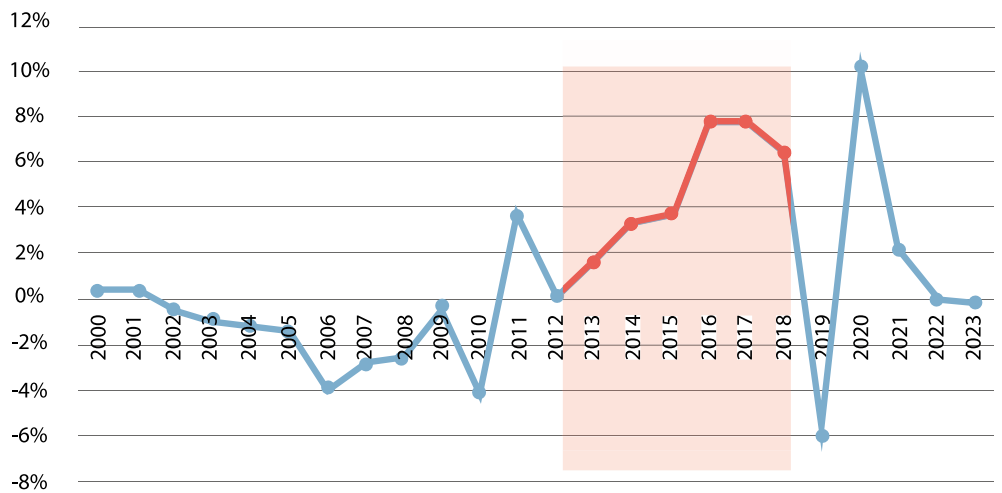
⁴² [Mouandat, S. R. \(2022\). Asymétrie des monnaies : Quel effet sur la dette publique des pays membres de la CEMAC ? Journal of Academic Finance, 13\(1\), 62-83.](#)

⁴³ [Présentation | Ministère des Finances. \(2024, 3 septembre\).](#)

IV. Une augmentation inquiétante de la dette alimentée par différents facteurs

À partir de 2016, le rythme d'évolution du taux d'endettement a été marqué par une croissance significative par rapport aux années précédentes. Plusieurs facteurs ont contribué à cette tendance.

Figure 16: Evolution du taux d'endettement 2000-2023



Source : Ministère des finances

Taux d'endettement : Aussi appelé ratio dette/PIB, il s'agit d'une mesure économique qui compare le niveau de la dette publique d'un pays à son produit intérieur brut (PIB). Il reflète la capacité relative d'un pays à rembourser sa dette, en tenant compte de sa production économique annuelle. Un taux d'endettement élevé peut indiquer une vulnérabilité économique accrue, surtout si la croissance du PIB est insuffisante pour compenser les charges d'intérêts ou stabiliser la dette⁴⁴.

Avant 2016, une croissance économique positive a permis de réduire le taux d'endettement annuellement de 0,98 % en moyenne de 2015 à 2019.

Le recul de la croissance économique particulièrement accentué en 2020 (lié à la crise du Covid), a réduit la capacité de l'État à générer des recettes fiscales suffisantes pour faire face à ses obligations. Cette croissance du PIB négative a entraîné une augmentation du taux d'endettement d'environ 6,14 %. Les taux de croissance réels enregistrés en 2021 (4,4 %) et en 2022 (2,4 %) ont contribué à réduire le taux d'endettement respectivement de 3,14 % et 1,77 % du PIB. Cependant, ceci n'a pas été suffisant pour inverser la tendance haussière du taux d'endettement qui a défaut de ralentir commence à se stabiliser en 2022.

Par ailleurs, les déficits budgétaires récurrents ont nécessité un recours accru à l'emprunt afin de faire face aux dépenses de l'État. En 2014 et 2015 le déficit budgétaire a été le principal contributeur à l'augmentation de la dette publique et a continué de progresser en valeur au cours des années suivant mais a connu une réduction importante en 2018 suite à la politique d'austérité menée par le Gouvernement sous les dictats du FMI⁴⁵. Ces dernières années, le déficit initial du budget (y compris les dons et les emprunts du Trésor) a contribué à une augmentation du taux d'endettement de 5,89 % en 2020, 4,96 % en 2021 et 3,46 % du PIB en 2022,

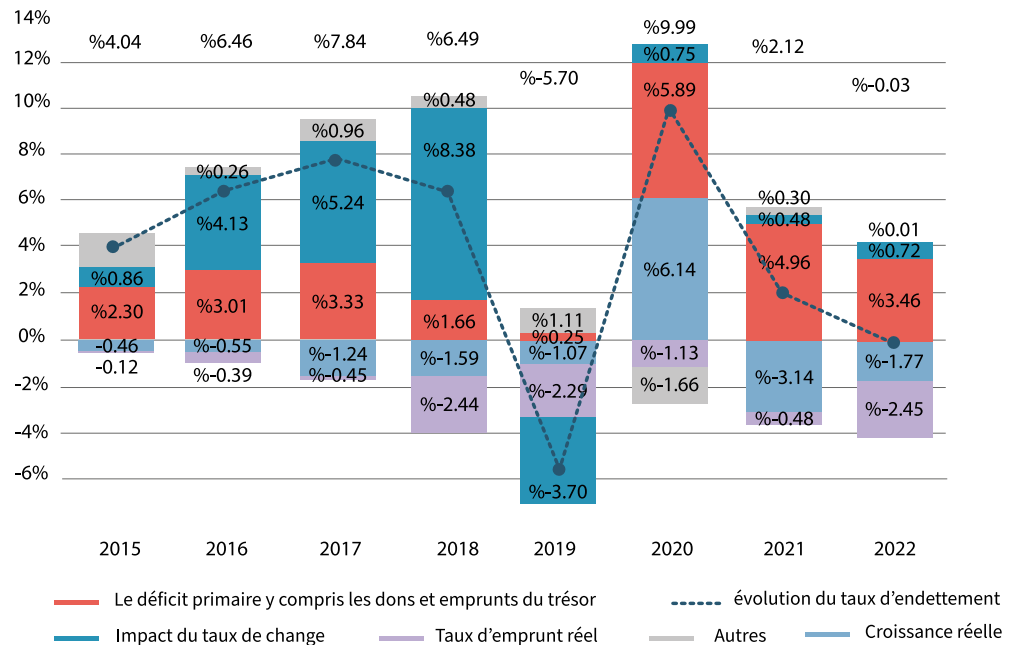
⁴⁴ Grandjean, A. (2021). Le ratio dette sur PIB et l'effet boule de neige. *The Other Economy*.

⁴⁵ Ben Rouine, C. (2019, 13 juin). La dévaluation du dinar fait exploser la dette publique. *Datanalysis N°22, Observatoire tunisien de l'économie*.

représentant le principal contributeur comparé à un taux moyen annuel d'environ 2,11 % pour la période 2015-2019.

Enfin, l'impact des variations du taux de change sur le volume de la dette publique s'est élevé à environ 0,72 % du PIB en 2022. Ce dernier a eu une influence significative sur l'évolution du taux d'endettement et sera exploré plus bas.

Figure 17: Facteurs impactant l'évolution du taux d'endettement



Source : Annexe 7 de la loi de finance 2024

L'explosion de la dette tunisienne résultat de la dévaluation du dinar

Plusieurs raisons sont à l'origine de l'augmentation du taux d'endettement. L'impact le plus significatif observé a été le glissement du dinar qui a engendré une hausse de l'encours de la dette au cours des années 2016-2018⁴⁶ marquant la politique de dévaluation de dinar imposé par le FMI en 2016 dans le cadre de programme de prêt de mécanisme élargi du crédit (EFF⁴⁷).

Il faut noter que l'impact de la dévaluation du dinar par rapport aux autres monnaies a fait augmenter l'encours de la dette publique extérieure de 18 746 MD entre 2016 et 2018, passant de 55% du PIB fin 2015, à 78% du PIB fin 2018.

L'évolution du taux de change d'une monnaie nationale par rapport aux devises étrangères a un impact direct sur le coût de la dette extérieure d'un pays. En effet, lorsque la monnaie nationale se déprécie, le montant à rembourser en devises étrangères augmente, alourdissant ainsi la charge de la dette.

Ainsi, les transactions monétaires liées au commerce extérieur influencent directement les indicateurs de la dette, si la majorité des échanges commerciaux sont réalisées en euro la dette extérieure doit être libellée en euro afin de minimiser les risques liés aux fluctuations du change. Ainsi, dans le cas tunisien, l'euro constitue la première monnaie de règlement des transactions extérieures. En 2017, sa part dans le commerce extérieur

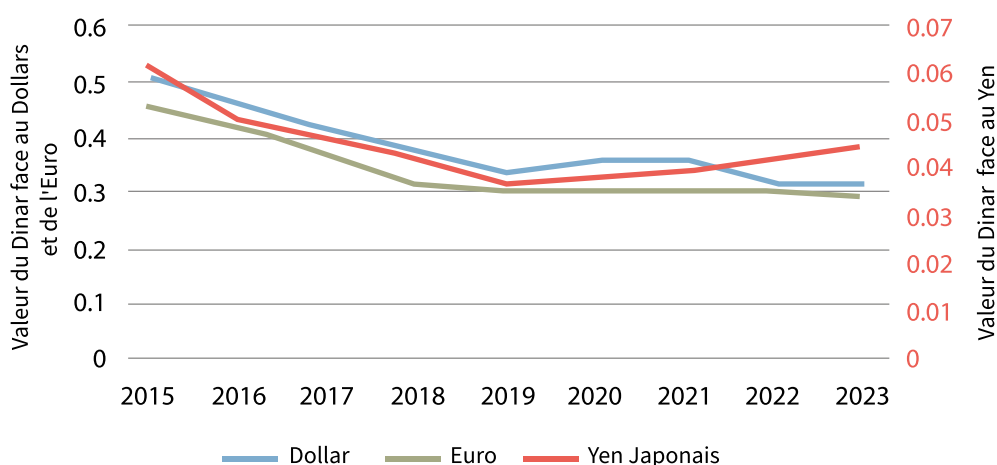
⁴⁶ Ben Rouine, C. (2019, 13 juin). La dévaluation du dinar fait exploser la dette publique. *Datanalysis N°22, Observatoire tunisien de l'économie.*

⁴⁷ The Extended Fund Facility

en termes de valeurs échangées était de 59,7 % pour les exportations et de 48,7 % pour les importations (contre respectivement 31,9 % et 49,2 % pour le dollar) alors que la part de l'encours de la dette extérieure libellée en euros est de 50,4% en décembre 2017 (contre 32,1% pour le dollar)⁴⁸. Etant donné que les échanges commerciaux extérieurs sont majoritairement effectués en euro, la Tunisie est particulièrement vulnérable aux fluctuations du taux de change entre le dinar et l'euro. En outre, une proportion significative de la dette extérieure étant libellée en euro, toute dépréciation du dinar entraîne une augmentation du coût de la dette en monnaie locale (dinar). Cette situation entraîne une aggravation du déficit budgétaire et un alourdissement de la charge financière pour l'État. De plus, le déficit budgétaire chronique augmente systématiquement l'encours de la dette, car l'État doit continuer à emprunter pour financer ses déficits, ce qui accentue la pression financière sur le pays à long terme.

Or la monnaie européenne s'est fortement appréciée par rapport au dinar tunisien pendant la période de l'implémentation de la politique de la dévaluation du dinar et durant laquelle la Banque Centrale de Tunisie a adopté un régime de change flexible laissant le dinar fluctuer selon la volonté des forces du marché.

Figure 18 Evolution de la valeur du dinar face aux devises (Dollar, Euro et Yen japonais)



Source Banque Centrale de Tunisie

La monnaie nationale a perdu 50% de sa valeur pendant la période d'implémentation de la politique de dévaluation du dinar.⁴⁹ La dépréciation a atteint 77% au cours des années 2011-2023 par rapport à l'Euro, soit un glissement annuel moyen de 4.5% sur treize ans⁵⁰.

⁴⁹ [Ben Sik Ali, A. \(2023, 19 juin\). Les réformes monétaires sous FMI : La dévaluation comme cas d'étude. Observatoire Tunisien de L'Economie.](#)

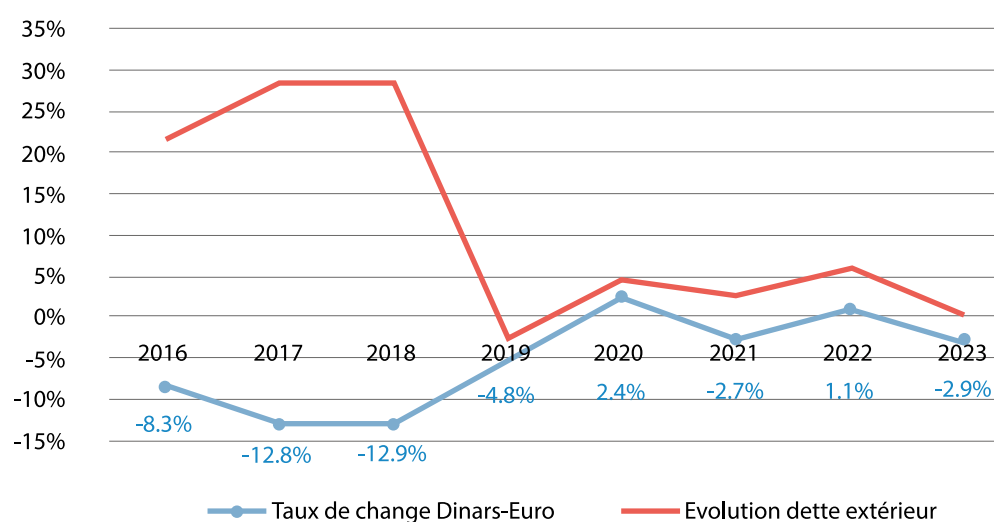
⁵⁰ [Forum Ibn Khaldoun pour le développement. \(5 mars 2024\). Situation du dinar tunisien face à l'euro. \[PDF\].](#)

Tableau 1: Valeur de l'Euro en dinars entre 2015 et 2023 - Source : Banque Centrale De Tunisie (Bulletin des Statistiques Financières)

Année	Taux de change Euro en dinar	Taux de change dinar tunisien en euro	Les évolutions du taux de change
2015	2,177	0,46	
2016	2,374	0,42	-8,3%
2017	2,7238	0,37	-12,8%
2018	3,1272	0,32	-12,9%
2019	3,2854	0,30	-4,8%
2020	3,2074	0,31	2,4%
2021	3,2964	0,30	-2,7%
2022	3,2611	0,31	1,1%
2023	3,3583	0,30	-2,9%

L'évolution du taux de change d'une monnaie nationale par rapport aux devises étrangères a un impact direct sur le coût de la dette extérieure d'un pays. La figure 19 illustre bien cet impact.

Figure 19: Taux de dépréciation du dinar face à l'euro entre 2015 et 2023 et évolution de la dette extérieure



Conclusions et recommandations

L'annexe 7 est un document précieux pour une analyse préliminaire de la dette publique. Cette analyse met en lumière plusieurs lacunes et limites dans le système de gestion de la dette en Tunisie.

Ce document constitue une composante essentielle et indissociable de la loi de finances⁵¹, il doit donc être impérativement présentée, examinée et approuvée par les deux chambres du Parlement, et sa présentation doit respecter les exigences de transparence et de qualité. En effet, le contenu et format du document doivent répondre à certains nombre de de critères afin de permettre aux députés d'évaluer correctement l'état des lieux de la dette publique, de mieux légiférer et de demander des comptes au ministère des Finances sur la mobilisation et la répartition des financements. En l'état ce document n'est pas suffisant pour une analyse approfondie et une évaluation complète de la dette.

Concernant la forme et le fond du rapport, plusieurs recommandations peuvent être formulées dans le but d'en faire un élément incontournable dans le cycle budgétaire, la gestion de la dette et plus globalement, l'élaboration d'une stratégie d'endettement et la définition de modèles de développement souverain pour le pays :

- Le processus de préparation, de communication aux deux chambres du Parlement, d'examen et de publication de ce document manque de clarté et de transparence. Vu l'importance des données qu'il contient, un tel rapport devrait être rendu public et examiné en détail avant le vote et l'adoption de la loi de finances.
- Le ministère des Finances doit respecter la législation en vigueur, en préparant et en publiant l'annexe conformément au principe de l'annualité et garantir la cohérence et la constance dans la structure et les informations fournies
- Le rapport doit être enrichi en termes de détails et de précisions, notamment concernant :
- Les dettes garanties par l'Etat pour lesquels il est nécessaire de fournir des informations sur le bénéficiaire (institution publique qui reçoit les fonds), le montant, les taux d'endettement, durée de remboursement, objet du prêt (projet, secteur, ...), et les conditions principales des prêts.
- La répartition entre dette garantie par un État tiers et dette non garantie doit être clairement indiqué.
- Les échéanciers de remboursement des dettes multilatérales et bilatérales doivent être publiés par année et actualisés à chaque nouvelle publication.

L'analyse des données contenues dans le document nous permettent de préconiser les dispositions suivantes :

- Repenser et renégocier le calendrier de remboursement de la dette, qui absorbe aujourd'hui plus de 30% du budget de l'État.
- Rompre avec la politique de paiement du service de la dette à tout prix et aux détriments des dépenses sociales. Il est primordial de maîtriser le service de la dette et de le réduire afin d'alléger la pression sur les finances publiques.
- Accorder une attention particulière aux taux (variables ou fixe et valeur) et aux échéances proposées dans les accords de prêts.
- S'orienter vers des solutions de financement du budget alternatives et qui rompent avec l'endettement est indispensable afin de réduire la pression sur les dépenses sociales et d'investissement.
- Rechercher des alternatives au Fonds monétaire international et au « cartel » qui l'accompagne, et diversifier les sources de financement à travers l'exploration des systèmes financiers régionaux (RFA) et des accords bilatéraux d'échange de devises.

Il a été clairement établi que le principal facteur (entre 2016 et 2018) ayant contribué à l'augmentation dramatique de l'encours de la dette est la politique de dévaluation voulue de la monnaie tunisienne guidée par les institutions financières internationales qui fut couplée à un excès de financements extérieurs non

⁵¹ Selon l'article 42 de la Loi organique du budget 2019

productifs principalement dirigés vers le soutien budgétaire sans génération de croissance économique. Il est donc primordial de revoir la loi n°35 de 2016 relative à l'indépendance de la Banque Centrale dans le but de ne pas limiter son rôle à la lutte contre l'inflation et de restaurer la souveraineté monétaire. La Banque centrale devrait jouer un rôle de contribution à la construction d'un modèle économique orienté vers le développement et la souveraineté, et ce, à travers l'opposition au principe d'indépendance absolue de la banque centrale par rapport au pouvoir exécutif en raison de l'inefficacité avérée de cette procédure dans la quête de l'objectif de stabilité des prix.

Bibliographie

1. Aounallah, G. (2024, 6 septembre). تحديات الموازنة العامة للدولة: تقديرات تمويل خارجي لم تتحقق واختلال جبايئي متواصل [Défis du budget public : Évaluations du financement externe non réalisées et déséquilibres fiscaux persistants]. Dataviz. Observatoire Tunisien de l'Économie. <https://www.economie-tunisie.org/ar/dataviz-ex%C3%A9cution-budget>
2. Abuse, Corruption, and Accountability : Time to Reassess EU & U.S. Migration Cooperation with Tunisia - Refugees International. (2023, 30 novembre). Refugees International. <https://www.refugeesinternational.org/reports-briefs/abuse-corruption-and-accountability-time-to-reassess-eu-u-s-migration-cooperation-with-tunisia/>
3. Ben Rouine, C. (2019, 13 juin). La dévaluation du dinar fait exploser la dette publique. Datanalysis N°22, Observatoire Tunisien de l'Économie. <https://www.economie-tunisie.org/fr/observatoire/la-devaluation-du-dinar-fait-exploser-la-dette-publique>
4. Ben Rouine, C. (2023, 17 février). Sortir du FMI, partie 1 : diversifier. Observatoire tunisien de l'économie, [Alternatives no. 1]. Disponible sur : https://www.economie-tunisie.org/sites/default/files/version_actuelle_sortir_du_fmi_-_partie_1_-_diversifier.pdf
5. Ben Sik Ali, A. (2023, 19 juin). Les réformes monétaires sous FMI : La dévaluation comme cas d'étude. Observatoire Tunisien de L'Économie. <https://www.economie-tunisie.org/fr/Les%20r%C3%A9formes-mon%C3%A9taires-sous-FMI%3Ala%20d%C3%A9valuation-comme-cas-d%E2%80%99%C3%A9tude>
6. BelHadj Ali, A. (2024, 2 mai). Échanges commerciaux – Tunisie Maghreb : La Tunisie doit-elle payer le tribut du gaz algérien en migration subsaharienne ? Webmanagercenter. <https://www.webmanagercenter.com/2024/05/02/524117/echanges-commerciaux-tunisie-maghreb-la-tunisie-doit-elle-payer-le-tribut-du-gaz-algerien-en-migration-subsaharienne/>
7. Boussida, S., & Mensi, W. (2024, mars). Soutenabilité de la dette publique en Tunisie. ITCEQ. Disponible sur <http://www.itceq.tn/files/finances-publiques/2024/soutenabilite-de-la-dette-publique-en-tunisie.pdf>
8. CADTM Belgique, El Adlouni, O. (2016, 21 juillet). Les agences de notation, késako ? Sont-elles fiables et légitimes pour évaluer les entités publiques (ou privées) ? – CADTM. <https://www.cadtm.org/Les-agences-de-notation-kesak>
9. Delpuch, A. (2022, 20 décembre). A qui profite la stratégie tunisienne pour l'hydrogène vert ? Arab Reform Initiative. <https://www.arab-reform.net/fr/publication/strategie-nationale-pour-le-developpement-de-lhydrogene-vert-en-tunisie-a-qui-les-benefices/>
10. Facilité africaine de soutien juridique. "Comprendre la dette souveraine : Alternatives et opportunités pour l'Afrique". Disponible sur <https://africanlegalsupportfacility.com/publication/W83TtZj2.pdf>
11. Fdhila, S. (2024, 31 janvier). Loi de finances 2024 : Du discours aux réalités des politiques. Observatoire tunisien de l'économie. Page 12. Disponible sur https://www.economie-tunisie.org/sites/default/files/budget_brief_fr.pdf
12. Grandjean, A. (2021). Le ratio dette sur PIB et l'effet boule de neige. The Other Economy. <https://theothereconomy.com/fr/modules/la-dette-publique/>
13. Galtier, M. (2020, 5 février). Tunisie : les 150 millions de dollars de l'Algérie, un signal fort pour les marchés internationaux. JeuneAfrique.com. <https://www.jeuneafrique.com/892017/economie-entreprises/tunisie-les-150-millions-de-dollars-de-lalgerie-un-signal-fort-pour-pour-les-marches-internationaux/>
14. Hadidane, M. (2022, Mars). Tunisie : État des lieux détaillé de la dette tunisienne sur le marché financier national et international et ses échéanciers. Tustex. <https://www.tustex.com/economie-actualites-economiques/tunisie-etat-des-lieux-detaille-de-la-dette-tunisienne-sur-le-marche-financier-national-et>

15. Institut National de la Statistique. Commerce Extérieur aux prix courants, Décembre 2023 | INS. <https://www.ins.tn/publication/commerce-exterieur-aux-prix-courants-decembre-2023>
16. Julien-Laferrière, O. (2017, 31 janvier). 'Coopérations et diplomaties économiques concurrentes : le rôle de l'Allemagne dans la nouvelle politique énergétique de la Tunisie'. Analytical note. Tunisian Observatory of Economy. Disponible sur <https://www.economie-tunisie.org/sites/default/files/20170213-wp-energiesallemagne-ojl-fr.pdf>
17. Ministère des Finances. (2024, Janvier). Annexe 7 : Loi des finances 2024 - Le rapport sur la Dette Publique année 2022. Page 8.
18. Ministère des Finances. (2024, Mai). Résultats Provisoires de l'Exécution du Budget de l'État à fin Mars 2024. Disponible sur <http://www.finances.gov.tn/sites/default/files/2024-05/R%C3%A9sultats%20provisoires%20de%20l%27ex%C3%A9cution%20du%20Budget%20%C3%A0%20fin%20Mars%202024.pdf>
19. Ministère des Finances. (2024, Aout). Résultats Provisoires de l'Exécution du Budget de l'État à fin Juin 2024. Disponible sur : <http://www.finances.gov.tn/sites/default/files/2024-08/Résultats%20provisoires%20de%20l%27exécution%20du%20Budget%20à%20fin%20Juin%202024.pdf>
20. Ministère des Finances. (2024). Résultats provisoires de l'exécution du Budget à fin décembre 2023. Disponible sur : <http://www.finances.gov.tn/sites/default/files/2024-04/R%C3%A9sultats%20provisoires%20de%20l%27ex%C3%A9cution%20du%20Budget%20%C3%A0%20fin%20D%C3%A9cembre%202023.pdf>
21. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement. (2020). Rapport sur la dette publique : Annexe 7 à la loi des finances 2020. <http://www.gbo.tn/sites/default/files/2021-04/Annexe%207%20LF2021%20Dette%20Publique.pdf>
22. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement. (2021). Rapport sur la dette publique, Annexe 7 Loi des Finances 2021 [Dette Publique]. GBO. <http://www.gbo.tn/sites/default/files/2021-04/Annexe%207%20LF2021%20Dette%20Publique.pdf>
23. Mouandat, S. R. (2022). Asymétrie des monnaies : Quel effet sur la dette publique des pays membres de la CEMAC ? *Journal of Academic Finance*, 13(1), 62-83. <https://doi.org/10.59051/joaf.v13i1.524>
24. Point de vue / Initiative financière algérienne pour venir en aide à la Tunisie. (2023, mars). El Watan. <https://elwatan-dz.com/point-de-vue-initiative-financiere-algerienne-pour-venir-en-aide-a-la-tunisie>
25. Posca, J. (2012). Agences de notation : Au cœur des dérives de la finance. Institut de recherche et d'informations socio-économiques. <https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2021/03/Brochure-Notation-web.pdf>
26. Réparation des dépenses financières | Les indicateurs économiques. (s. d.). <http://www.finances.gov.tn/fr/les-indicateurs/dépenses>
27. Statistique - BCT. (s. d.). https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/stat_index.jsp
28. Tunisie : éviter le défaut de paiement et préserver la paix | Crisis Group. (2024, 10 janvier). <https://www.crisisgroup.org/fr/middle-east-north-africa/north-africa/tunisia/234-tunisia-challenge-avoiding-default-and-preserving>
29. Trabelsi, M. (2023, juin). En-Clair | Sans le FMI, quelles alternatives viables pour la Tunisie ? Inkyfada. <https://inkyfada.com/fr/2023/06/01/alternatives-fmi-tunisie/>
30. Viguerie, O. (2024, 24 avril). La dette ELMED : une dépendance énergétique et financière renouvelable ? *Econews*. Observatoire Tunisien de l'économie. Disponible sur <https://www.economie-tunisie.org/fr/la-dette-elmmed>
31. World Bank. (s. d.-b). Service de la dette totale (% des exportations de biens, de services et de revenus). World Bank Open Data. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.TDS.DECT.EX.ZS?year=2022>
32. World Bank. Exportations de biens et de services (unités de devises locales constantes) - Tunisia. World Bank Open Data. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.EXP.GNFS.KN?locations=TN>



المركز التونسي للإقتصاد
Observatoire Tunisien de l'Economie



contact@economie-tunisie.org



www.facebook.com/ObsTunEco



(+216) 36 329 939